

Changes in financial arrangement for higher education: the case of income contingent loans

Pierre Courtioux

EDHEC Business School

pierre.courtioux@edhec.edu

Plan de l'intervention

1-L'intérêt d'une perspective VoC pour analyser les ICL

1-1-Les *raisons* de la mise en place d'ICL?

1-2-Méthodologie

2-Résultats

2-1-Une vision d'ensemble

2-2-Les *échecs* (Suède, Thaïlande, US)

2-3-Les *succès* et *succès relatifs* (Australie, UK)

2-4-Et les pays qui n'ont pas d'ICL ?

3-Conclusion

1-L'intérêt d'une perspective VoC pour analyser les ICL?

Qu'est-ce qu'un ICL ?

*Avec un prêt à remboursement conditionnel au revenu (ICL), un étudiant peut emprunter pour poursuivre ses études. Durant la période de remboursement, les annuités sont définies conditionnellement à son **revenu courant**. Si le revenu courant est inférieur à un seuil donné, le paiement est repoussé et la dette continue de courir.*

L'idée d'ICL pour l'enseignement supérieur, quelques repères :

- Proposition séminale : Milton Friedman (1958, 1962), ...
- James Tobin (Harvard, 1970's)...
- Bruce Chapman (Australie, 1989)

Dans une **perspective d'économie standard** l'ICL est un dispositif pour :

- réduire les risques de défaut/banqueroute
- lisser la consommation dans le temps

Ils ont été introduits dans de **nombreux pays** :

Australie, Chili, Hongrie, Nouvelle-Zélande, US, République d'Afrique du Sud, Royaume-Uni, Suède, Thaïlande, etc.

Les dispositifs d'ICL **ne sont pas homogènes**:

- Le **taux d'intérêt** réel peut être nul (Australie) ou positif (NZ).
- Couverture des **frais de vie** (Suède) ou non (Australie).
- Le **seuil** de remboursement des annuités peut être élevé ou bas (Aus. vs. Afrique du Sud).
- L'accès au dispositif peut se faire sur **condition de revenu** (UK 1998-2004).
- Ils sont considérés comme des « **succès** » (Australie) ou des « **échecs** » (US).

Les intuitions de la recherche :

- L'hétérogénéité est liée aux **régimes nationaux**.
- Les différences s'expliquent par l'hétérogénéité d'**agencement institutions** et leurs **complémentarités** au niveau national.
- Corollaire** : Tous les ICL ne sont pas des *équivalents fonctionnels*.

1-1-Les Raisons de la mise en place d'ICL?

5 raisons principales qui peuvent être combinées :

- 1) Généraliser un mode de financement **moins couteux que les bourses**
- 2) Augmenter la participation des étudiants issus de **milieux modestes**
- 3) Augmenter la capacité de choix **pour des carrières** moins lucratives mais produisant de fortes externalités positives
- 4) Augmenter les **ressources** pour l'éducation tertiaire
- 5) Introduire des modes de contribution au financement de l'ES **plus progressifs.**

1-2-Méthodologie

- Choix d'un **groupe de pays** qui reflète la variété des capitalismes et des ICL

On utilise la distinction classique d'Esping-Andersen (1990) des *welfare regimes* comme hypothèse (Liberal, Nordique, Continental) Australie, US, UK, Irlande, Suède, France, Allemagne + Pays en développement (Thaïlande)

- Caractérisation de la variété des modes de financement (*financial arrangement*) de l'ES et la variété des résultats (*outputs*) de l'ES...

On utilise les indicateurs de l'OECD (*Education at a Glance*).

- Complétée par des études de cas (*case studies*) de mises en place d'ICL :

On décrit le lancement, les débats, les adaptations des expériences nationales d'ICL

2-Resultats

Les expériences d'ICL

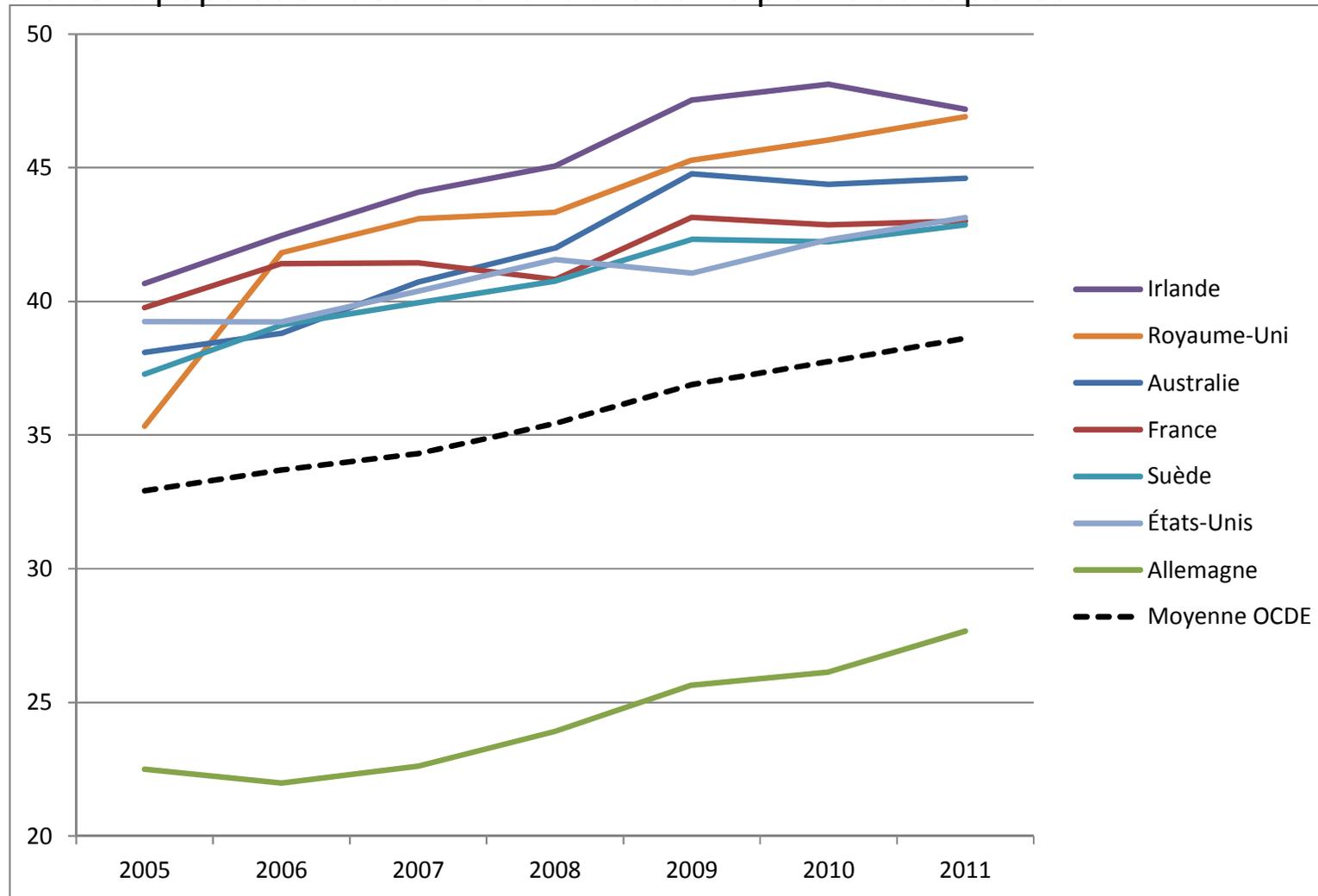
	Type de régime national (1)	Dates de l'expérience de PARC	Degré de réussite (2)
Australie	Libéral	1989-	++
Royaume-Uni	Libéral	1998-	+
Etats-Unis	Libéral	1993-	-
Suède	Nordique	1989-2001	--
Thaïlande	Pays en développement (*)	2006	--
Irlande	Libéral	Aucune	
France	Continental	Aucune	
Allemagne	Continental	Aucune	

Note: (1) Sur la base de la typologie Esping-Andersen (1990) excepté (*).

(2) tiré de Chapman (2006b), OCDE (2007), Chapman et Lounkaew (2010b), Orr *et alii* (2014)

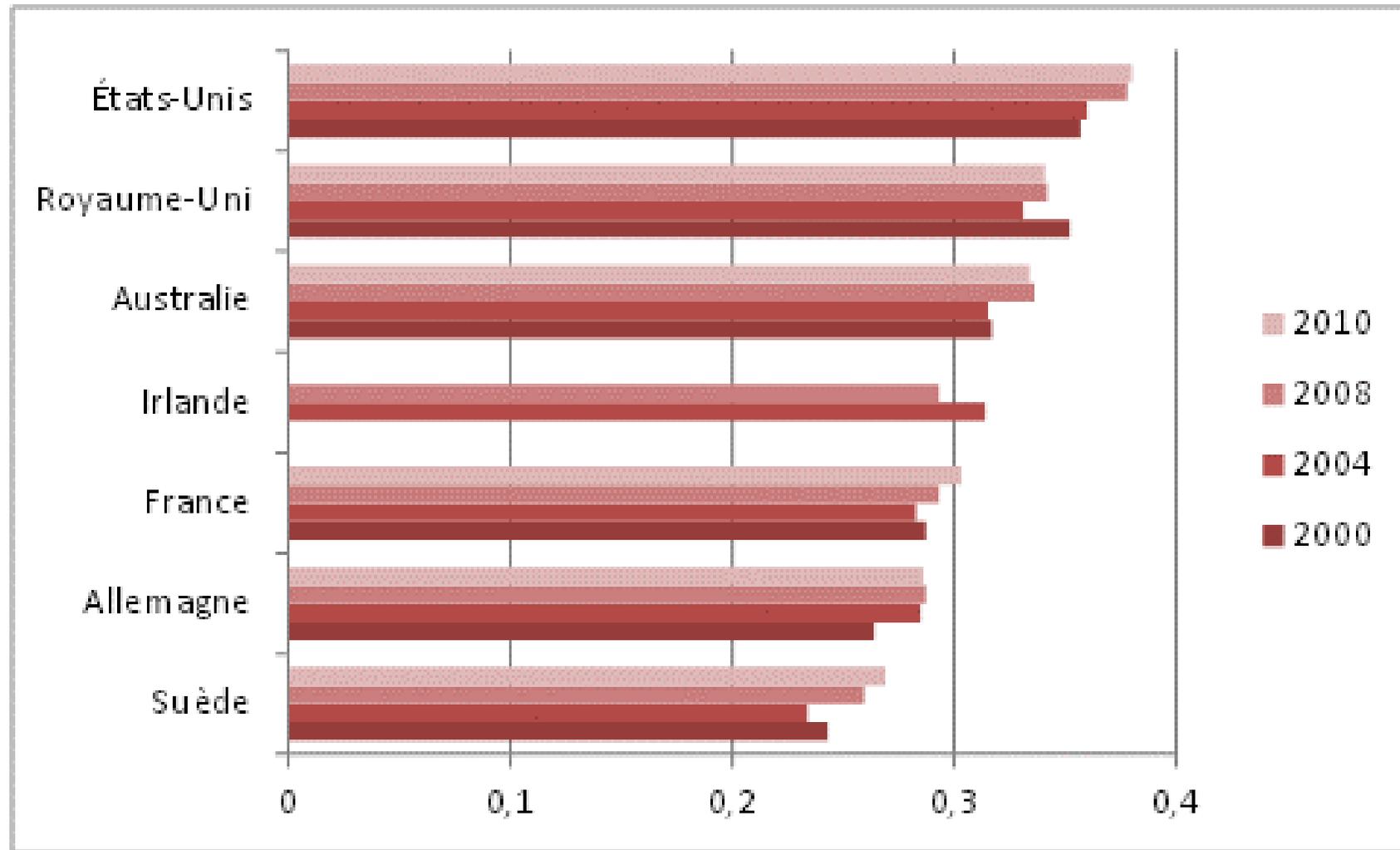
2-1-Une vision d'ensemble

Part de la population des 25-34 ans avec un diplôme du supérieur



Source : OECD (2013).

Inégalité de revenu disponible après impôt et transferts (indice de Gini).



Source : OECD (2013).

2-2-Les échecs (Suède, Thaïlande, US)

Les points communs:

-Les ICL sont introduits pour concurrencer les prêts étudiants standards

-Ils ne sont pas directement liés aux droits d'inscription

Suède (pas de droit d'inscription, les frais de vie sont financés par un mélange bourse/prêt)

US (reformé des prêts *Stafford*, ICL est une option, inciter au choix de carrière à forte externalité positive (teaching vs corporate law))

Thaïlande : peut servir à financer les droits d'inscription ou les frais de vie

Les indicateurs d'échec sont différents :

-Une augmentation des **dépenses publiques** (Suède)

-Un faible **taux de recours** (US) 7% of des étudiants éligibles en 1999!

-Pas de soutien de l'administration fiscale et des politiques (difficultés de collecte)

2-2-Les échecs (Suède, Thaïlande, US)

Remarques

Suède : était déjà “généreuse” avec ses étudiants avant...et le reste après l’expérience ICL!
En cas de défaut les étudiants peuvent négocier (mais **plus d’automaticité**).

US : Echec de promotion des carrières publiques (moins bien payées)...

Au contraire de la France, le système d’ES et les carrières publiques ne sont pas des **institutions complètement intégrées**.

Il subsiste un **consensus pour la promotion** des ICL (OECD 2007; Becker 2006, Stiglitz)...
Mais plus comme un dispositif assurantiel.

Thaïlande : Echec car pas de soutien politique/administration fiscale (coûts de gestions très élevés et croissant au cours du temps).

Avant les prêts étudiants étaient très généreux de manière « implicite » (beaucoup de défauts de paiement lié au non recouvrement).

Rien ne garantit que les ICL auraient mieux fonctionnés

2-3-Les succès et succès relatifs (Australie, UK)

Indicateurs de succès (Australie):

- Pas de baisse (!) du taux de participation des étudiants issus de milieux défavorisés
- Augmentation des ressources fiscales (en 2004-2005 environ 0,1% du PIB)

Remarques

Australie :

- ICL peut être interprété comme un **outil fiscal plus progressif** que l'architecture fiscale courante (Cette fonction est plus "douteuse" dans le cas suédois)
- Le gouvernement contrôle les droits d'inscription (i.e. Le max des coûts *ex post* pour les étudiants) et **favorise certaines carrières** (infirmière vs juristes)... ...ce n'est pas le cas au UK.

UK :

- l'introduction des ICL est lié au débat sur le **montant des bourses**... De ce point de vue, c'est plus proche du cas suédois.
- Mais changement en 2004 : liens plus clairs entre ICL/droits d'inscription, avec augmentation du **plafond des droits d'inscription** (discours sur « le marché »).

2-4-Et les pays qui n'ont pas d'ICL ?

Irlande : expérience de suppression des droits d'inscription (1996), mais problème toujours des inégalités d'accès en fonction de l'origine sociale.

L'Allemagne “ne converge pas” (part de diplômés du supérieur) avec les autres pays du panel...La place de la formation professionnelle explique certainement beaucoup de chose (pas traité ici)....

L'**idée** d'ICL est diffusée en France:

- auprès des “experts” (cf. Diverses recommandation)
- auprès des politiques (projet de loi UMP, proposition du think tank de Holland avant les élections)

Les principales caractéristiques du *régime* français:

- Faible niveau des aides aux étudiants**... Des ressources additionnelles peuvent être nécessaires.
- La France a peut-être un « **avantage comparatif** » pour **développer des carrières publiques/sociales** (vs US)...
- Cet « avantage comparatif » s'est certainement partiellement érodé...

3-Conclusion

L'introduction d'une dimension éducation tertiaire... Complexifie les typologies :

Continuum des régimes « universalistes » :
régimes libéraux jusqu'au régime nordique
US=> UK=> Australie=> Suède

Mise en évidence d'équivalents fonctionnels de l'ICL :

- fonction redistributive (Australie vs Suède)
- Incitation aux carrières publiques (Australie et « US vs France »)

Mais *path dependancy* des 'avantages comparatifs'

- Favoriser les carrières publiques est certainement très couteux aux US (changement de trajectoire)
- Accentuer la redistribution n'a pas de sens en Suède (vs Australie)